Terminer la Révolution ?

Annie Duprat

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/1566>

DOI : 10.4000/ahrf.1566

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2004

Pagination : 230-232

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Annie Duprat, « Terminer la Révolution ? », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 337 | juillet-septembre 2004, mis en ligne le 15 février 2006, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/1566> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.1566>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

Terminer la Révolution ?

Annie Duprat

RÉFÉRENCE

Terminer la Révolution ?, Actes du colloque organisé par le Musée de l'Armée les 4 et 5 décembre 2001 avec le concours de la Fondation Napoléon, Paris, Économica, 2003, 327 p., ISBN 2-7178-4618-2, 30 €

- 1 Les colloques se suivent, se multiplient, et la trace qu'ils laissent dans nos bibliothèques est souvent décevante parce que l'économie générale de l'entreprise, qui obéit fréquemment à des raisons autres que scientifiques, n'est pas toujours très cohérente. Tel n'est pas le cas de ce livre qui porte malheureusement un titre trop voisin de celui choisi par les organisateurs d'un autre colloque qui s'était déroulé à Calais les 26 et 27 janvier 2001 sous l'égide de Michel Biard. Mais tandis que le livre des Actes de ce dernier colloque, publié dans un numéro spécial du *Bulletin des Amis du Vieux Calais*, semblait constater (grâce aux points de suspension) l'éloignement du modèle révolutionnaire, *Terminée la Révolution...* [Ive colloque européen, textes réunis par Michel Biard, Calais, 2002] le Musée de l'Armée a choisi une formule interrogative, *Terminer la Révolution ?* qui laisse entendre que les contributeurs de l'ouvrage auront à s'interroger sur la fin de la Révolution. Mais le projet du livre est en réalité plus resserré autour de la problématique de Brumaire, et de ces quelques mois qui s'écoulaient entre 1798 et 1802, une majorité des articles se consacrant à l'examen des questions militaires.
- 2 Jean Delmas examine la situation intérieure de la France au cours de l'année 1799, juste avant Brumaire, et en vient à jeter une lumière nouvelle sur la nécessité, mise en avant par le Bonaparte de la Constitution de l'an VIII, de rétablir la paix sociale autant que la paix des armes dans un article bref, « Citoyens, la Révolution est finie » (pp. 13-18). En effet, la proclamation qui accompagne cette Constitution tire un trait sur ce qui a précédé, sans rien effacer, mais en fixant un fois pour toutes les acquis indépassables de la Révolution : « La Révolution est finie : elle est fixée aux principes qui l'ont

commencée ». La communication de Thierry Lentz, « Les consuls de la République : la Révolution est finie » (pp. 19-37), présente une astucieuse réflexion sur la notion de périodisation en histoire, dans le droit fil des interrogations d'Antoine Prost. Il remarque la disparition, en l'an VIII, de toute référence à une quelconque Déclaration des Droits de l'Homme, ce qui n'avait pas été le cas ni de l'an I ni de l'an III, et conclut que l'idée de nation tendrait à ce moment-là à se substituer à celle de peuple mais, terminant son article par le rappel de la forte sentence de Sieyès, « l'autorité vient d'en haut, la confiance vient d'en bas », il laisse entendre que la réussite du régime napoléonien résiderait justement dans cette émergence de la nation. Jean-Clément Martin s'interroge sur ceux que l'on a trop souvent oubliés, les « Royalistes et contre-révolutionnaires face au coup d'État de Brumaire » (pp. 39-58). Passant en revue les différentes insurrections en France (de l'Ouest encore insurgé à Toulouse, Dax et Bordeaux) et dans le reste de l'Europe (la guerre des paysans en Belgique, les Barbets du Piémont et du comté de Nice, la Kloppelkrieg au Luxembourg...), il rappelle que la propagande contre-révolutionnaire est d'autant plus vivace qu'elle profite de la création, en 1797, d'un organe de décision, le Conseil secret, qui a des relais dans les organisations philanthropiques et le club de Clichy. Les raisons de l'échec de la Contre-Révolution sont à la fois politiques (pas d'unanimité entre les anti-révolutionnaires et les Contre-Révolutionnaires) et sociologiques (les nobles se méfiant des hommes de main de la plèbe). La liberté des cultes rendue par Bonaparte signe la fin de la contre-révolution en rompant l'unité des catholiques et des royalistes. On pourra s'étonner que les éditeurs de ce colloque aient choisi de publier sous le titre « L'ordre règne à Paris » (pp. 59-63), quelques pages de Jean Tulard, simple copie d'un ouvrage publié en 1796, qui n'apportent pas grand chose. « Que veut l'armée ? Soutien et résistance à Bonaparte » se demande le général Gilbert Bodinier (pp. 65-88), qui rappelle les tentatives de complot d'une soixantaine de généraux contre Brumaire, l'accusation portée, en Italie, par le chef de brigade Roguet contre « un nouveau Cromwell » ; les troupes de l'armée du Rhin et de Hollande, admiratives de Bonaparte, demeurent très républicaines et jacobines et donc hostiles à Brumaire. Rappelant l'histoire du complot des libelles à Rennes, à côté de la conspiration de Bernadotte ou de l'affaire Moreau, l'auteur montre que ces affaires empoisonnent les relations entre Bonaparte et ses généraux, pour culminer au moment du sacre. Sous un titre un peu accrocheur, qui est démenti par le texte, Laurence Wodey, « Une Vendée après la Vendée : Turreau dans le Valais » (pp. 109-154), nous fait assister à la mission bien délicate que le général Turreau, l'homme des colonnes infernales de Vendée, a dû mener (avec les trois bataillons mis à sa disposition) pour contrôler les travaux de la construction de la route du Simplon destinée à faciliter les communications entre la France et la République Helvétique, mais aussi soutenir l'action des fédéralistes suisses. Brutal comme il l'avait été en Vendée, Turreau est rapidement détesté des Valaisans, tandis que Bonaparte, empêtré dans les négociations difficiles du traité de Lunéville cherche à incorporer le Valais dans la France. Mais la situation de Turreau, qui a « installé militairement ses troupes » parmi la population, et l'on sait ce que la formule recouvre, devient trop difficile : il quitte le Valais sous les huées et les jets de pierre en juillet 1803. Mais il y a peu de rapprochement à faire avec la Vendée dans cette histoire d'un général en chef brutal, mais toujours très obéissant vis-à-vis de sa hiérarchie et qui a joui de la confiance pleine et entière de Bonaparte.

- 3 Avec la communication d'Alain Plessis, « La stabilisation financière du début du Consulat » (pp. 89-108), nous entrons dans une réflexion d'assez long terme sur les

questions financières ; après avoir esquissé un parallèle entre la situation de l'Angleterre au lendemain de sa propre Révolution, en 1688, les différents troubles financiers à l'époque des « billets de monnaie » de Louis XIV ou encore des affaires de Law, Alain Plessis étudie le cadre général dans lequel s'est produite la banqueroute des deux tiers en 1797, l'établissement du budget par Ramel-Nogaret, enfin la création de la Banque de France et du Franc germinal. Le rôle des banquiers Lecouteulx, Perregaux, Mallet et Hottinger est fondamental ici puisque les réserves financières ont été constituées par la souscription de 30 000 actions (Bonaparte et sa famille ayant donné l'exemple en étant les premiers souscripteurs). Reprenant à son tour l'injonction de la proclamation de 1799, « la Révolution est finie », Jacques-Olivier Boudon étudie un autre aspect de la remise en ordre de la France avec « Bonaparte et la réconciliation religieuse » (pp. 155-162). Le problème le plus sérieux à résoudre a d'abord été de régler le sort du clergé constitutionnel, de manière à faire admettre par la papauté que les deux clergés devaient être traités avec égalité. Bonaparte, mu par l'idée rousseauiste que la religion est nécessaire à la bonne marche d'une société, affirme la pluralité des cultes, tout en préservant la prééminence de l'Église catholique et en se réservant la nomination des évêques, qui sont placés sous la tutelle des préfets. Les cultes protestant et juif sont également réorganisés. Ensuite, le commandant Christophe Gué nous introduit à nouveau dans le cadre des relations internationales en décrivant une situation militaire française dramatique, même au lendemain du traité de Campo-Formio dans sa communication, « Théâtres de guerre européens et rapports de force. Un bilan au début du Consulat » (pp. 169-204) ; pour lui, c'est la politique du Bonaparte des premières années du Consulat qui réenclenche le mécanisme conduisant aux interminables guerres de l'Empire. Explorant son sujet de prédilection, l'Angleterre, François Crouzet, dans un article bien nommé « Heurs et malheurs de l'Angleterre autour du 18 Brumaire » (pp. 205-216), repose la question de la compréhension de la Révolution française chez les Anglais. Alors que l'invasion de l'Helvétie est mal jugée par la majorité des Anglais, James Fox porte des toasts « à notre souverain la majesté du peuple » ; mais la répression se fait plus forte contre les United Irishmen (suspension de l'Habeas Corpus, arrestations de suspects, lois contre les associations et la liberté de la presse...). L'insurrection irlandaise de mai 1798 est écrasée et la négociation pour un nouvel acte d'Union conduit à un accord en février 1801. Après avoir brossé un tableau de la situation économique de l'Angleterre dans ces années-là, François Crouzet décrit les négociations de la paix d'Amiens comme une partie d'échecs au terme de laquelle chacun est content, mais personne ne peut être fier. La guerre qui reprend en 1803 sera davantage une guerre entre deux impérialismes et non une guerre sociale internationale.

- 4 À l'autre bout de l'Europe, l'empire de Russie étudié par Vladen G. Sirotkine dans « La conception russe d'une révolution : face à face avec la grande Révolution française » (pp. 217-242) est dominé par la figure de Catherine II jusqu'en 1796, puis par Paul Ier, enfin par Alexandre Ier après son assassinat en mars 1801. L'auteur montre les attermoissements de la grande Catherine, qui ne se décide vraiment dans la lutte contre la Révolution française qu'après la chute de la monarchie, et surtout après l'exécution de Louis XVI. Profondément réactionnaire, l'impératrice publie pourtant l'intégralité de la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen dans le *Journal de Saint-Petersbourg*, tout en donnant des conseils de stratégie aux émigrés français comme à Louis XVI ; mais durant les premières années de la Révolution, l'impératrice a les mains libres et devient le gendarme de l'Europe, comme l'avait déjà observé Albert Sorel.

Alexandre Ier, en revanche, prône une politique d'oubli au futur Louis XVIII, ainsi que l'adaptation de la Russie aux conséquences de la Révolution française. Dans son étude « Paul Ier et Napoléon Bonaparte : l'alliance impossible ? » (pp. 243-258), Fyodor Petrov, étudiant les archives d'Alexandre Kourakine, fondé de pouvoir d'Alexandre Ier à la paix de Tilsitt et auteur d'un texte écrit après 1812, *Mon ambassade à Paris*, insiste à son tour sur une relative modération de Paul Ier encore en 1799 (ce qui paraît très étonnant), alors que son successeur Alexandre Ier aura une position beaucoup plus tranchée. Explorant l'attitude de l'Autriche, Michaël Hochedlinger en observe les variations dans un article intitulé « Lutte idéologique ou guerre de realpolitik ? L'Autriche face à la Révolution française » (pp. 259-274). En 1789, le chancelier Kaunitz était hostile à toute intervention en France mais, progressivement, l'abolition du système féodal, l'action des émigrés et surtout la fuite à Varennes et ses conséquences tendent à infléchir la position de Vienne. Mais le vrai facteur déclenchant aura été le problème de la Belgique et celui d'une conspiration jacobine en Autriche en 1794. Christoph Hatschek étudie « Les philosophes allemands face à la Révolution française » (pp. 275-290) qui, de Kant à Herder et de Fichte à Schiller ont salué la Révolution française. La résistance à Napoléon apparaît finalement comme l'acte de naissance de la Nation allemande. Dans sa contribution, « La contribution des pays tchèques à l'effort de guerre des Habsbourg contre la Révolution française » (pp. 291-296), Pavel Bělina insiste sur l'enracinement des émigrés français qui se sont installés dans cette fraction de l'empire d'Autriche, y ont acheté des terres et décident de ne pas retourner en France. Cette réflexion nous introduit à une donnée importante de la période, l'impact de la Révolution sur l'émergence de la prise de conscience du sentiment national. Édouard Maur montre les divisions et les changements de la société tchèque dans « La Révolution française et les nationalités de l'empire des Habsbourg : l'exemple tchèque » (pp. 297-314) ; le mouvement national tchèque, assez favorable à Joseph II, se montre plutôt contre-révolutionnaire, comme en témoigne une brochure éditée en 1796 et écrite par un paysan, Vavak, qui soutient que la Révolution française est l'œuvre du diable...

- 5 Une conclusion générale lumineuse, signée par Jean-Paul Bertaud, (pp. 315-326), clôt cet ouvrage de grande qualité. Plusieurs articles sont accompagnés d'une bibliographie savante, ce qui est assez rare dans ce genre de publication pour être signalé ; on regrettera cependant quelques scories, comme, par exemple, l'orthographe de « statu quo » ou de « statue », imperturbablement transformés en « statut » Michel Winock devenu Michel Winnock ; ou, plus grave, le nom de Topino-Lebrun devenu Topinio-Lebrun...